

le nationalisme économique ne correspond plus du tout à la réalité. Il est désuet dans notre monde moderne.

Les habitants du Canada et des autres parties du monde ne croient plus le gouvernement capable de diriger les affaires nationales. Il y a quelques mois, j'ai participé à un banquet auquel étaient présents la plupart des hommes d'affaires importants de Vancouver. Au cours de l'heure qui a précédé le repas, personne n'a exprimé sa confiance envers le gouvernement actuel.

Dernièrement, un capitaliste du Royaume-Uni est venu en Colombie-Britannique pour y examiner certains de ses placements. Les journalistes lui ont demandé s'il avait l'intention de faire de nouveaux placements dans la Colombie-Britannique. Il a répondu: «Celui qui aurait de l'argent à placer et qui le placerait au Canada à l'heure actuelle devrait se faire examiner le cerveau». C'est l'attitude de personnes compétentes, de capitalistes qui ont de l'argent à placer.

L'homme moyen est encore plus dégoûté du manque d'action de la part du gouvernement. L'homme d'affaires, la ménagère et le simple travailleur se révoltent chaque fois qu'il entend l'expression «mes chers compatriotes». Je remarque que les conseillers du parti conservateur ont recommandé aux intéressés de ne plus employer cette expression parce que le peuple canadien n'estime pas que le gouvernement a ses intérêts à cœur.

Il y a eu le cas de Peterborough. Si les conditions actuelles ne changent pas, des événements analogues se produiront dans les mois à venir. Le gouvernement avait prétendu détenir les solutions voulues. Les dernières années montrent que s'il détient les solutions voulues, il n'a pas l'intention de les appliquer.

Voyons voir ce qui s'est produit dans le cas du pipe-line de gaz naturel. Cette entreprise qualifiée d'infâme par les conservateurs qui étaient alors dans l'opposition, est maintenant excusée par le gouvernement.

Le budget d'hier soir ne parle aucunement d'expansion des marchés intérieurs ou extérieurs pour les produits canadiens. Il n'y est pas question non plus des taux d'intérêt excessivement élevés. Il n'a pas été fait mention de moyens à prendre pour créer de l'emploi. On a fait poliment mais fermement comprendre au secteur agricole qu'avec le programme de développement rural, tout son programme était assuré pour des années et que par conséquent il n'avait aucune raison d'espérer davantage du gouvernement. Il n'a pas été question de sécurité sociale. On n'a pas parlé d'une ligne de conduite favorisant le plein rendement dans le pays. On n'a pas parlé d'intensifier la production, ni des exigences dans les domaines du bien-être social

et de l'éducation, ni des besoins des municipalités, ni des exigences dans le domaine des transports et il n'a pas été question non plus d'une réduction éventuelle des dépenses affectées à la défense.

J'ai parlé des marchés intérieurs. J'estime que le gouvernement pourrait entreprendre des mesures pour renforcer nos marchés. En diminuant l'impôt sur le revenu des particuliers, il aurait augmenté le pouvoir d'achat de nos citoyens. On aurait pu parler du nouveau programme tant attendu en matière de sécurité sociale qui assurerait à tous les Canadiens un niveau de vie minimum. On aurait pu parler du nouveau programme que l'agriculture réclame depuis des années. On aurait pu parler de la loi sur le salaire minimum et d'un programme à l'appui de la politique de plein emploi. Le gouvernement aurait pu faire beaucoup pour accroître les débouchés des produits canadiens ici même.

Que dire des marchés étrangers dont le ministre n'a pas soufflé mot? Le ministre traverse l'Europe comme l'abominable homme des neiges, armé d'un gros bâton et tentant de faire marcher les nations européennes au pas. Il leur conseille de ne pas négliger nos intérêts. Cela me rappelle tellement la vieille politique de M. R. B. Bennett: «Nous allons envahir les débouchés du monde.»

Les pays de l'Europe occidentale se débrouillent bien et nous n'avons pas le droit de faire les gros méchants. Nous n'avons même pas su faire ce qu'il convenait de faire et répondre à l'offre qui nous a été faite, il y a quelques années, par le Royaume-Uni en vue de l'adoption éventuelle du libre échange entre le Royaume-Uni et notre pays. Au lieu d'accepter, si je comprends bien, nous avons averti le Royaume-Uni que s'il osait fusionner les Six et les Sept,—ce qui a pour résultat de multiplier les obstacles pour nos exportateurs canadiens,—nous serons forcés de prendre des mesures de représailles. Voilà une bien mauvaise attitude à prendre pour le Canada, surtout quand notre prospérité dépend tellement de nos relations économiques avec le Royaume-Uni et les pays d'Europe. C'est bien le ministre qui s'est promené en Europe en faisant le gros monsieur, essayant de faire rentrer dans l'ordre les pays d'Europe.

Ceux-ci, en particulier ceux du groupe des Six, connaissent un essor qui dépasse le taux de l'expansion économique soit aux États-Unis, soit en URSS. Nous n'avons qu'à nous joindre à ces groupes au lieu d'adopter l'attitude de feu M. R. B. Bennett, qui a dit: «Nous allons envahir les débouchés du monde». C'est la nature même de notre économie qui rend notre pays si vulnérable à toutes les fluctuations. Les États-Unis ont une économie fermée, ou du moins ils pourraient en